EN BREF

BUDGET DE DÉPENSES 2024•2025

PRIORITÉS
SANTÉ | ÉDUCATION

STRATÉGIE DE GESTION DES DÉPENSES

Votre gouvernement

Québec

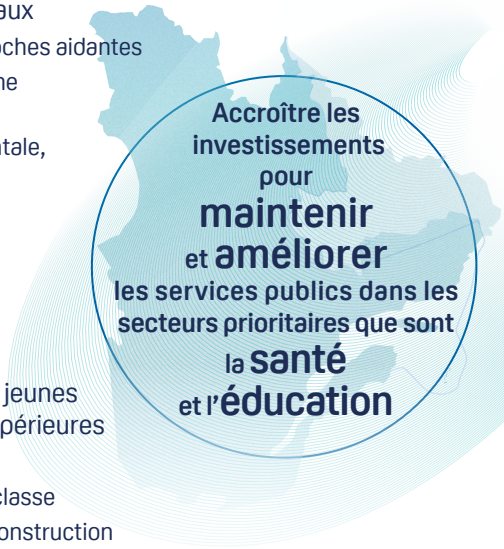
Croissance des dépenses de programmes 2024-2025

Près de 9 milliards $, dont :

2 744,1 M$

pour appuyer une organisation humaine et efficace des soins de santé et des services sociaux

- Soutien aux aînés et aux personnes proches aidantes
- Amélioration des soins de première ligne et des services de soutien à domicile
- Bonification des services en santé mentale, physique et intellectuelle ainsi qu'aux jeunes en difficulté
- Accélération du virage numérique du réseau de la santé



1 690,6 M$

pour favoriser la réussite éducative des jeunes et promouvoir la réussite aux études supérieures

- Soutien aux élèves en difficulté
- Ajout de 4 000 ETC pour les aides à la classe
- Poursuite de l'Offensive formation en construction
- Bonification de l'entretien du parc immobilier scolaire
- Valorisation du réseau universitaire québécois
- Soutien de l'offre de formation dans des domaines prioritaires et celui de la transformation numérique
- Accroissement du nombre de logements étudiants

1 082,9 M$

pour soutenir les Québécois et les collectivités en plus d'agir sur les priorités économiques

- Valorisation de la culture et promotion de la langue française
- Favorisation de l'intégration économique et sociale des personnes immigrantes
- Soutien à l'accès au logement
- Appui aux secteurs stratégiques et à la croissance de l'économie
- Contribution à la prospérité des régions

Un État performant au service de la population

Poursuite des actions pour soutenir les ministères et les organismes

Mise en œuvre de la stratégie 2023-2027 en révision des programmes

- Accompagnement des ministères dans la réalisation de mesures permettant de générer des économies tout en améliorant la qualité des services aux citoyens

Accompagnement personnalisé et outils adaptés

- Objectif de réduction de **60 %** des efforts requis par les ministères et les organismes pour la reddition de comptes d'ici le 31 mars 2027

Des marchés publics québécois dynamiques et novateurs

Cadre normatif agile axé sur l'intégrité et la performance

- Modernisation du cadre normatif des marchés publics afin de favoriser l'innovation
- Allègement administratif et réglementaire pour une meilleure performance dans l'octroi des contrats publics

Achat québécois et responsable

Poursuite des travaux de mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale des marchés publics

- Accroissement de l'achat d'aliments québécois et des acquisitions responsables :
  - Atteindre, en 2025-2026, une hausse de 1,5 G$ d'acquisitions de biens québécois
- Harmonisation et simplification des clauses contractuelles

Un nouveau système électronique d'appel d'offres en 2024

- Déploiement en cohérence avec la vision économique et la Stratégie gouvernementale des marchés publics
- Amélioration des fonctionnalités et de la performance du système
- Prise en compte des besoins futurs qui proviendront des nouvelles pratiques en matière de gestion contractuelle

Examen des dépenses

Le gouvernement amorcera au cours de l'exercice 2024-2025 un examen global des dépenses

Une attention particulière sera portée à la préservation des services à la population

Les effets des actions retenues seront pris en compte lors de l'élaboration du Budget de dépenses 2025-2026

Une gestion des ressources humaines **MODERNE** et **ÉVOLUTIVE**

Réponse aux enjeux de main-d'œuvre

- Déploiement des mesures de la Stratégie de gestion des ressources humaines de la fonction publique 2023-2028

Équité, diversité et inclusion

- Mise en œuvre du Programme d'accès à l'égalité en emploi 2023-2028

Santé des personnes

- Mise en place d'une politique-cadre visant à favoriser la santé individuelle et organisationnelle

Organisation apprenante

- Développement des compétences pour la fonction publique
- Nouveaux parcours de formation pour les gestionnaires

Conventions collectives

- Ententes de principe conclues avec plus de **450 000** salariées et salariés de l'État des secteurs de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur
- Des paramètres salariaux de **17,4 %** aux salariés visés par ces ententes
- Avancées significatives en organisation du travail et en reconnaissance de l'expertise du personnel

Conseil du trésor
Québec